



« L'APAD a fait école »

Entretien avec Abdou Salam Fall*

Par Philippe Lavigne Delville**

Tu es sociologue, directeur de recherche à l'IFAN (Institut fondamental d'Afrique noire), tu as fondé le LARTES (Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales) et mené de nombreuses recherches, avec des partenariats diversifiés. Tu as connu l'APAD dès le colloque sur les organisations locales en 1992, et tu en as été président de 1998 à 2002. Peux-tu en quelques mots nous dire ce que l'APAD t'a apporté, dans ta carrière de chercheur ?

Ayant fait ma formation au sein du département de philosophie de l'université de Dakar, la sociologie était une option de spécialisation à la suite d'une formation hybride de philosophie, anthropologie, sociologie et psychologie. Outre mes liens forts avec mes trois professeurs de sociologie/anthropologie, il me fallait une ouverture sur le monde extérieur dans ces deux disciplines. Durant mon deuxième cycle universitaire, j'avais préparé mon premier mémoire de maîtrise au sein d'une équipe dirigée par un géographe, André Lericollais, secondé par un sociologue, Guy Pontié, tous deux de l'ORSTOM (actuel IRD). Mon directeur de mémoire, le professeur Abdoulaye-Bara Diop, me mit en contact avec le docteur Jacques Faye de l'ISRA, réputé connaisseur de mon terrain sociologique sereer. Mes recherches sur les migrations sereer du Siin (au centre du Sénégal) vers Dakar et les villes secondaires me mettaient dans la trajectoire d'études urbaines. Le pont fut assez vite établi avec l'équipe à constituer autour du démographe, Philippe Antoine, de l'ORSTOM. L'année suivante, je devais préparer mon mémoire de diplôme d'études approfondies d'anthropologie au sein du laboratoire de démographie. L'expérience se poursuivait avec une allocation de recherche de l'ORSTOM pour préparer ma première thèse de doctorat de socio-démographie sur les réseaux de sociabilité et l'insertion urbaine.

Ma formation hybride me conduisait, à la suite de mon passage au CEPED à Paris pour rédiger la thèse et au CERPOD à Bamako en post-doctorat, à une volonté de m'affilier à l'APAD pour renforcer mon intérêt double pour l'analyse qualitative et pour la socio-

* Directeur de recherche, IFAN, Dakar, Sénégal ; fallabdousalam@gmail.com

** IRD, UMR SENS, Montpellier ; philippe.lavignedelville@ird.fr

anthropologie du développement. Je dois dire que l’affichage « changement social » de l’APAD correspondait à un besoin marqué pour ma part. Plus globalement, le trait fédérateur qui est l’approche socio-anthropologique de l’APAD me restituait l’hybridité de ma formation en la renforçant par l’accent mis sur la place centrale de l’approche empirique au sein de ce réseau de chercheurs et praticiens du développement. L’apport de l’APAD a été considérable pour moi par les liens féconds avec une diversité de talentueux chercheurs en socio-anthropologie. La pensée critique y occupait pareillement un grand espace et nous pouvions confronter nos terrains, nos méthodes et avoir accès à une littérature portant sur plusieurs pays d’Afrique et des pays du Sud.

Avec Ibrahima Dia et Cheikh Guèye, j’ai coorganisé la rencontre de l’APAD à Saint-Louis (Sénégal), la ville où j’ai grandi, avec la présence de sommités entre autres comme le professeur Paul Pélissier, géographe, qui a prononcé la conférence inaugurale en 1998. Le livre qui en est issu est intitulé *Urbain-rural : l’hybridation en marche* (2005, Enda éditions, 478 p.). C’est dans ce contexte que le professeur Thomas Bierschenk m’a passé le témoin à la présidence de l’APAD.

L’APAD souhaite produire des connaissances qualitatives approfondies, sur les enjeux du changement social, planifié ou non. Comment vois-tu le bilan de ces 30 ans de l’APAD ? Quelles contributions principales à la compréhension des dynamiques sociales en Afrique et des processus d’intervention de « développement » ? Quelles impasses ou biais ?

L’APAD a innové dans l’art d’analyser les processus de changement social en renouant avec l’approche micro-socio-anthropologique et sur des terrains diversifiés. Il y a eu des travaux de terrains comparés menés par des chercheurs membres de l’APAD. Il reste que ce sont des segments du réseau qui en ont eu l’initiative en fonction des budgets qu’ils ont mobilisés. Mais l’APAD s’est limitée dès le début en évitant de devenir un cadre de génération de grands programmes de recherche.

De même, elle a voulu dès le début marquer ses distances avec l’expertise au point d’en véhiculer une image négative. À Bamako, les journées de l’APAD ont porté quasiment sur ce thème. Il en est ressorti que le métier d’expert allait inexorablement écarter les jeunes socio-anthropologues de la recherche. De même, l’entre-deux (recherche et expertise) était plein de risques de dévoiement de l’art du terrain.

En revanche, il a été possible de promouvoir l’entrepreneuriat scientifique qui permet d’initier des programmes de recherche, de mobiliser les ressources et de conduire la recherche collectivement.

Dans cette perspective, quelques années plus tard, l’émergence du LASDEL allait redonner aux apadiens la force d’entreprendre dans les espaces universitaires ou conjoints. Nous avons été un certain nombre à considérer que le chercheur isolé n’est pas le meilleur profil. Et il convient dès lors d’entreprendre pour sortir de la routine universitaire et développer une masse critique de connaissances par la pluralité des compétences incarnées par des chercheurs humbles et coopératifs. Des programmes de recherche ont été initiés avec succès grâce à la double culture académique et de développement. Pour

ma part, j'ai été amené à initier avec d'autres collègues, Philippe Antoine (démographe), Rokhaya Cissé (sociologue) dont j'ai dirigé la thèse de doctorat, le LARTES-IFAN qui, en moins de vingt ans, s'est imposé comme un des premiers think tanks au Sénégal en sciences sociales avec une publication périodique de livres et d'articles et un cadre de réalisation de thèses selon le modèle apadien : profondeur historique, épaisseur théorique, empirisme et comparabilité.

Dans plusieurs autres pays, l'élan impulsé par l'APAD est lisible. Les chercheurs socio-anthropologues se sont affirmés. L'approche qualitative est fortement approuvée à la fois dans les milieux universitaires et de développement. Avec le recul, on peut retenir que l'APAD a fait école. Je m'en rends compte partout où le terrain de la recherche, de l'évaluation ou de l'accompagnement scientifique m'a conduit.

Sur le plan de la publication de la revue de l'APAD, l'hésitation a duré trop longtemps, confinant ainsi les travaux dans un bulletin de l'APAD. Ce vide a été comblé ces dernières années par la revue. Il faut s'en féliciter et se mobiliser ardemment à son animation. Il reste à transformer l'association APAD en un grand réseau de chercheurs et praticiens du développement pour que le dialogue sur la création de savoirs en sciences sociales aide à changer l'art de penser les transformations des sociétés.

Et si l'on se projette dans l'avenir, quelles sont à ton avis les thématiques dont elle devrait se saisir dans les prochaines années ?

Sur le plan de la méthode, je pencherais vers la comparaison internationale, la prospective, des analyses longitudinales (biographiques) et des passages du quantitatif au qualitatif et inversement.

Sur le plan thématique, sous l'angle des transformations sociales, les questions relatives à l'alimentation, la protection sociale ou plus généralement les politiques sociales, la parenté/la famille, les études d'impact du covid-19 et des maladies émergentes sur les sociétés.

À partir de ton expérience d'enseignant à l'université Cheikh Anta Diop, est-ce que les thèmes de travail de l'APAD sont pertinents pour la formation des jeunes sociologues ? Les publications de l'APAD sont-elles utilisées en formation, par tes collègues et toi ? Quels en sont les points forts et les limites, comme outil pour la formation ?

Les ouvrages publiés par les apadiens ont été le socle premier de la documentation de nos enseignements sur près de trente ans. Ils ont servi comme des manuels de cours et suscité des vocations auprès des jeunes générations notamment en anthropologie de la santé et en sociologie du développement (famille, pêche, travail, etc.).

Réciproquement, les membres de l'APAD ont contribué à diffuser nos recherches et à nous faire connaître sur le plan international. C'est par la directrice du Centre d'études africaines de Leiden aux Pays-Bas, Gerti Hesseling, spécialiste du Sénégal, que j'ai connu le professeur Abraham De Swaan qui a codirigé avec le professeur Abdoulaye-Bara Diop ma seconde thèse de doctorat à la Amsterdam School for Social Science fondée par Norbert Elias. J'ai ainsi collaboré avec de nombreux universitaires des Pays-Bas, de Belgique, du

Canada, de Grande-Bretagne, etc. Par la suite, j'ai enseigné au Cameroun, au Mali, en Guinée... L'APAD a été le creuset de cette internationalisation.

L'écriture scientifique et l'accès à la publication internationale sont souvent un problème pour les chercheurs et enseignants-chercheurs africains. Comment vois-tu cette question ? Où se situent les principaux obstacles ? L'APAD pourrait-elle faire plus pour favoriser la publication de chercheurs africains ?

Certaines de ces contraintes relèvent du passé. Désormais, l'accès aux moyens modernes de diffusion des savoirs s'est démocratisé fortement grâce aux publications nombreuses en ligne. L'écriture scientifique est enseignée de plus en plus y compris par des apadiens. Il reste que les comités scientifiques des revues doivent s'ouvrir davantage aux chercheurs africains. La méconnaissance des terrains africains par de nombreux scientifiques des pays industrialisés handicape les chercheurs africains qui doivent être évalués selon des grilles interculturelles plus fines et ouvertes. Les épistémologies du Sud sont faiblement systématisées et véhiculées par les revues scientifiques au Nord. Cette rupture s'impose. L'APAD devrait y contribuer fortement.